

« Semaine internationale contre l'irradiation des aliments » **Le Collectif français dénonce une technologie de la mondialisation**

Le Collectif français (1) contre l'irradiation des aliments dénonce l'inertie des pouvoirs publics face à l'expansion de cette technologie dans le monde, et dans nos assiettes à travers les importations de denrées alimentaires non contrôlées.

L'irradiation des aliments (officiellement « ionisation ») consiste à soumettre des produits à un rayonnement gamma ou à un faisceau d'électrons de très haute énergie. Souvent présentée comme moins nocive que d'autres modes de conservation industriels, elle permet surtout un traitement multi-usages (conservation, décontamination, ralentissement du mûrissement, inhibition de la germination), des déplacements sur de longues distances et des stockages de longue durée. Ces « avantages » en font une technologie idéale pour l'économie mondialisée et pour le développement des échanges internationaux.

Alors que l'irradiation induit de **nombreux risques sanitaires, environnementaux, socio-économiques**, on constate une évolution inquiétante et contrastée au niveau international, concernant les pratiques, les réglementations et les contrôles des produits irradiés.

Dans l'Union européenne : une hausse des produits frauduleusement irradiés

L'étiquetage et le contrôle des produits irradiés sont obligatoires dans l'UE. Or, en 2004, seuls 16 pays sur 25 ont effectué des contrôles (11 en 2003), avec comme constat : une augmentation de produits irradiés non étiquetés. En outre si la réglementation fixe une liste courte d'aliments autorisés pouvant être irradiés (herbes aromatiques, épices, condiments alimentaires), de nombreuses dérogations ont été accordées en 1999 à certains pays, dont la France, dérogations qui n'ont jamais été remises en cause depuis lors.

En France : un laxisme persistant dans les contrôles à l'importation

En 2003, aucun contrôle à la commercialisation n'a été réalisé en France, et seulement une soixantaine en 2004 (contre plus de 4000 en Allemagne) ! En fait, nul ne connaît les quantités d'aliments importées et commercialisées dans notre pays.

Dans les pays du « Sud » : une véritable explosion du nombre d'unités d'irradiation

En Chine, le nombre d'installations en capacité d'irradier des aliments est passé de 7 en 2003 à 50 en 2006 ! Plus de 140 000 tonnes d'aliments y ont été irradiés en 2005 (contre 80 000 tonnes en 2003). On constate les mêmes tendances partout : en Inde, 25 nouvelles installations d'irradiation sont prévues dans les 5 prochaines années, au Mexique on se dotera d'ici 2008 de la plus grande installation d'irradiation du monde...

Un lobby puissant et des institutions internationales complices

Plusieurs réseaux internationaux s'attellent à la promotion de l'irradiation des aliments :

- Le programme mixte FAO / AIEA (2) des techniques nucléaires dans l'alimentation promeut l'utilisation de technologies nucléaires et encourage. L'AIEA soutient l'implantation de l'irradiation dans les pays en développement (88% de ses aides y sont distribuées).
- L'Association internationale pour l'irradiation, financée par l'industrie, a pour objet de promouvoir toutes les techniques d'irradiation, à travers l'harmonisation des réglementations, la défense de l'industrie face aux avancées de régulation...
- Le Conseil international pour l'irradiation des aliments a pour objectif de faire en sorte que les consommateurs, les décideurs politiques et les médias acceptent l'irradiation comme mode de conservation des aliments.

- des pays soutiennent très directement la mise en place d'infrastructures pour l'exportation de denrées irradiées. Ainsi, les Etats Unis multiplient actuellement les accords bilatéraux dédiés à favoriser les échanges de produits alimentaires irradiés (des conventions sont en cours de finalisation avec la Thaïlande, l'Inde et le Mexique).

Une logique insidieuse de prolifération mondiale

L'irradiation des aliments obéit à une logique de développement des pays du Sud par l'exportation massive de leurs matières premières et productions agricoles.

A quoi sert de se lever contre l'implantation de nouvelles installations d'irradiation en Europe si les aliments irradiés importés ont déjà conquis les allées de nos supermarchés ou sont en passe de le faire ? **En nous imposant subrepticement l'irradiation des aliments, on cherche à banaliser cette méthode de conservation que les consommateurs rejettent.**

En conséquence, le Collectif français contre l'irradiation demande au gouvernement français :

- **Des contrôles significatifs par la DGCCRF** à l'importation et à la commercialisation
- **La modification de la liste des aliments autorisés en France** (3), de telle façon que celle-ci se conforme à la liste de l'Union européenne
- **La mise en place d'une commission d'enquête parlementaire** sur les fraudes
- **L'attribution de fonds pour une recherche**, indépendante et transparente, sur les effets pour la santé de la consommation d'aliments irradiés

Nous invitons les consommateurs à **signer la pétition contre l'irradiation des aliments** (4) et à **rester vigilants dans leurs achats :**

- en questionnant les producteurs, commerçants et restaurateurs (y compris dans la restauration collective)
- en privilégiant les fruits et légumes de saison, les produits locaux, les produits issus de l'agriculture biologique (pour lesquels l'irradiation est interdite)...

Cette campagne d'information s'inscrit dans le cadre de la **Semaine internationale contre l'irradiation des aliments** (du 23 au 30 novembre 2006).

Contacts presse :

Véronique Gallais – Action Consommation : 06 86 89 78 89

François Veillerette – MDRGF : 06 81 64 65 58

1. : Membres du **Collectif français contre l'irradiation des aliments**

Action Consommation ; Agir Pour l'Environnement ; Les Amis de la Terre ; Association Léo Lagrange pour la Défense des Consommateurs ; Association pour l'Information sur la Dénaturation des Aliments et de la Santé (AIDAS) ; ATTAC ; Biocoop ; Collectifs Bure-Stop ; Confédération Paysanne ; CRiiRAD ; Ecoforum ; EKWO ; Fédération Nature et Progrès ; Food and Water Watch Europe ; Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures (MDRGF) ; Réseau Sortir du Nucléaire

2. : Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) / Agence Internationale de l'Energie Atomique

3. : Pour plus d'information voir le dossier de presse ci-joint

4. : www.actionconsommation.org/publication/spip.php?article337